



**La lettre d'INFO de
la Fédération
UNSA FINANCES
Industrie et Serv. Premier Ministre**



**6 Rue Louise Weiss Bat Condorcet Télédéc 322 75703 Paris Cedex 13/ Tel 01 44 97 30 57
Email : federation-unsa@syndicats.finances.gouv.fr / Site : www.unsa-financesindustrie.org**

INFOFINANCES du Mercredi 6 Septembre 2017

L'amélioration du pouvoir d'achat, c'est pour les autres !

Pour les fonctionnaires, c'est ceinture !

Tout au long de l'été, les annonces visant les fonctionnaires se sont multipliées.

Pour le gouvernement, les fonctionnaires sont une variable d'ajustement budgétaire facile à mettre en œuvre. Rendement maximum pour un minimum d'effort.

Le gel du point d'indice

Le gouvernement a annoncé que le point d'indice des fonctionnaires n'augmenterait pas en 2018. Augmenter les fonctionnaires mettrait en péril les dépenses de l'Etat et creuserait le déficit budgétaire. Celle-là, on nous l'a déjà faite et c'est bizarre, mais le déficit budgétaire ne s'est pas amélioré pour autant.

Le rétablissement du jour de carence : Avec cette mesure il s'agirait de lutter contre le micro-absentéisme qui désorganiserait les services. Son coût est évalué à 170 millions d'euros. De façon subsidiaire, il s'agirait également de rétablir une égalité public-privé (3 jours de carence dans le privé).

C'est une mesure particulièrement injuste. En effet, dans le privé près de 70 % des salariés voient leurs 3 jours de carence pris en charge par l'employeur et en Alsace Moselle, tous les employeurs sont même tenus de maintenir intégralement le salaire durant la période de carence.



Avant de sanctionner les fonctionnaires qui prennent un arrêt maladie, M. Darmanin devrait s'interroger sur les raisons de cet absentéisme : des conditions de travail dégradées du fait des suppressions d'emploi et des pressions hiérarchiques.

Les agents ont besoin d'une pause, d'une respiration. L'arrêt maladie de courte durée est un moyen de souffler pour éviter des situations plus graves.

Une augmentation de la CSG

Au 1er janvier 2018, la CSG doit augmenter de 1,7 %. Pour compenser cette augmentation, les salariés du privé verront certaines cotisations sociales supprimées. Au final, le résultat de l'opération devrait être favorable à leur pouvoir d'achat.

Rien de tel n'est actuellement prévu pour les fonctionnaires. Aucune compensation et donc une perte nette de pouvoir d'achat de 1,7 %.

A laquelle il faudra en plus ajouter l'augmentation déjà prévue de la cotisation retraite de 0,29 %.

Le message est clair : les fonctionnaires ne travaillent pas pour la croissance.

Ils sont improductifs et donc c'est à eux de financer l'augmentation de pouvoir d'achat des salariés du privé. Pourtant, les fonctionnaires sont eux aussi des acteurs de l'économie.

L'UNSA FINANCES demande à minima la compensation totale de l'augmentation de la CSG. L'UNSA Fonction publique, fait pression sur le gouvernement pour obtenir gain de cause.

La remise en cause du protocole PPCR

Le nouveau gouvernement s'est engagé à mettre en place le protocole PPCR décidé par le précédent gouvernement. Mais le calendrier de mise en œuvre va être allongé.

Ainsi, les avancées salariales les plus intéressantes, prévues pour s'appliquer en 2019 et 2020, seraient repoussées sans plus de précision.

Une hypocrisie supplémentaire. Selon le gouvernement, les mesures ne seraient pas financées.

L'UNSA FINANCES réclame une application pleine et entière du protocole PPCR suivant le calendrier définit au départ. Aucun gouvernement n'a, en si peu de temps, annoncé autant de mesures défavorables aux fonctionnaires.

ÇA SUFFIT !

Les fonctionnaires ne sont pas des profiteurs comme le laisse sous entendre le ministre Darmanin !

Les fonctionnaires ne sont pas des nantis !

Ce gouvernement tend à faire des fonctionnaires des salariés de seconde zone à qui il faudrait faire payer une redevance au titre de la sécurité de l'emploi, notion elle-même remise en question !



L'UNSA FINANCES dénonce ces attaques contre les fonctionnaires et le double discours du gouvernement.

Ce n'est pas non plus en coupant dans les budgets des ministères que les conditions de travail vont pouvoir s'améliorer.

Le gouvernement trouvera l'UNSA FINANCES sur son chemin s'il s'acharne à vouloir faire payer aux fonctionnaires des errances budgétaires dont ils ne sont pas responsables.

